

Une nécessaire police de **proximité**

Entre le tout-répressif et le tout-préventif, « la police de proximité » se voulait une autre police, plus proche et respectueuse des citoyens. Objectifs : rétablir la confiance, retrouver un climat de sécurité. Une occasion de revenir sur l'expérience de Toulouse, ville pilote.

Jean-Pierre HAVRIN, adjoint au maire de Toulouse
en charge de la prévention et de la sécurité, contrôleur général honoraire de la Police nationale

L'idée d'une police de proximité a été construite progressivement. Ce fut le résultat d'un constat d'échec de la police d'ordre (constat qui est loin d'être nouveau). Ce fut aussi, et surtout, le résultat d'observations sur le terrain. En 1999, tout le monde s'accorde à dire en effet que la police répressive, la police d'ordre uniquement réactive est en échec. Peu à peu, le rôle préventif de la police, qui doit être d'anticiper l'action, de prévoir, d'empêcher l'acte délictueux par sa présence, s'est étioilé.

La police, dans son plein exercice, doit agir pour éviter la commission d'infraction, pour protéger. Elle doit mettre en place des systèmes qui permettent de répondre à cet objectif. Mais elle doit aussi réagir aux événements qui se sont produits. De ces deux « missions », c'est la première, la prévention, qui tend à ne pas être accomplie. D'où le déséquilibre. Tous les chefs de service le savent : lorsque l'on a des problèmes d'effectifs, ce sont les ressources humaines du « préventif » qui sont mobilisées, pour essayer d'assurer l'incontournable quotidien, la réponse à l'événement ponctuel ou imprévu, malheureusement très fréquent, etc. C'est ce qui a tué les îlotiers de la

première époque, car l'on puisait sans arrêt dans ces effectifs, qui étaient devenus une véritable variable d'ajustement. C'est la raison pour laquelle la « Bible » de la police de proximité (voir infra) insiste sur une sorte de « dogme » : pour être crédibles, les « proximiens » doivent être des « intouchables », de telle sorte qu'ils ne quittent jamais le territoire auquel ils ont été affectés.

Il nous paraît évident que la police, celle qui se cale sur les statistiques, les opérations médiatiques, les coups de poing, est un échec. La police au service du citoyen est au contraire une police de « fond », une police de longue haleine fondée sur la résolution de problèmes, et qui est véritablement efficace sur le long terme. Cette police ne joue pas uniquement sur l'émotion, sur une réponse médiatique superficielle. Elle a pour but de s'attaquer au fond du problème pour améliorer la vie de nos concitoyens. Prenons l'exemple du trafic de drogue : il arrive souvent que certaines personnes se plaignent du fait que certains lieux sont visiblement « dédiés » au trafic de drogue, avec des dealers, qui, ouvertement, se livrent à leur coupable industrie, et ce en toute impunité. Un constat qui suscite l'incompréhension

*Les « opérations
coup de poing »
ont pour but,
peu honorable,
de tromper
nos concitoyens
sur la réalité
de l'action
policière
et sur l'état réel
des problèmes
de délinquance.
C'est clairement
leur manquer
de respect.*

des habitants... Le laxisme de la police « qui ne fait rien », qui est incapable de reconnaître les faits, est un discours extrêmement courant.

Une police inefficace et décrédibilisée

Face à ce genre de problèmes, la police a devant elle deux solutions possibles qui, d'ailleurs, ne sont pas exclusives l'une de l'autre. La première est de mener des opérations dites « coup de poing », qui consistent, très concrètement, à arrêter des dealers par le recours à un effectif de police important, visible, à les placer en garde à vue, et, une ou deux heures après, à les remettre dehors. Prudents, ces individus ne sont porteurs que de quelques grammes de haschich – pour éviter les poursuites pour trafic –, et prétendent qu'il s'agit de leur consommation personnelle. Ils sont alors poursuivis pour ce motif, ce qui ne permet pas de les sortir de l'engrenage dans lequel ils se trouvent. Le retour des dealers sur les lieux, dans les heures qui suivent l'arrestation, est bien sûr très mal vécu par la population, qui a l'impression d'être narguée « par les voyous ». La multiplication de ces formes de répressions « coup de poing » décrédibilise la police tout

autant que le système judiciaire, elle exaspère les citoyens, qui se disent désespérés devant une telle inefficacité.

La deuxième alternative consiste à organiser des « planques », dans divers endroits, avec vue sur les lieux, à prendre des photos, à faire des constatations pendant plusieurs mois pour apporter la preuve d'un trafic. Il nous faut alors trouver les lieux cachés de stockage, et démontrer qu'ils effectuent un va-et-vient pour se réapprovisionner. Au bout de quelques semaines, on décide d'une opération d'envergure: les dealers sont arrêtés et poursuivis pour trafic, ce qui, en général, les conduit en prison et permet un retour au calme sur les lieux.

Les statistiques, l'arbre qui cache la forêt

Devant les pressions exercées à la fois par la population et par les autorités, il est tentant pour un policier d'employer la méthode « coup de poing » pour ramener la situation au calme. En pratique, l'idéal est de combiner les deux méthodes, sachant toutefois que lorsqu'une « planque » est en place, on ne peut pas intervenir au risque de casser le travail en cours...

On peut aussi améliorer les statistiques, en se tournant vers la naturelle « vache à lait »: l'automobiliste. Grandes opérations médiatiques de contrôles routiers divers, en ville, au bord des routes, parfois même en présence du préfet; ou, pire encore, dispositifs de contrôle autour des cités difficiles, vers 7 heures du matin ou à partir de 17 heures le soir... Dans ce cas la police est sûre d'interpeller les gens des cités, les rares, hélas, qui ont la chance d'avoir du travail et qui subissent par ailleurs tous les inconvénients d'un lieu de vie où s'accumulent les problèmes (j'avais, dans le cadre de mes fonctions, interdit ce genre de pratique). Toutes les missions de police peuvent ainsi s'envisager soit sous l'angle de l'efficacité, soit

sous l'angle statistique. Ramener deux « shiteux » et une prostituée constitue un résultat satisfaisant: trois affaires constatées, trois affaires résolues, 100 % de taux d'élucidation.

La seule logique policière ne suffit pas

L'inconvénient majeur de cette politique, satisfaisante d'un point de vue statistique, c'est qu'elle induit un choix dans le type de missions, alors que ces mêmes missions, à terme, ne permet-

tront pas de traiter le fond du problème de la délinquance. Les faits sont têtus, et la délinquance qui n'est pas prise à bras-le-corps et envisagée dans sa complexité ne fera que croître et embellir, jusqu'aux explosions que l'on a pu connaître. Ainsi, malgré les présentations adroites des statistiques, on constate l'augmentation impressionnante des violences faites aux personnes. Par exemple, dans certains quartiers de Toulouse, la disparition de la police de proximité en 2003



© DR

Toutes les missions de police peuvent s'envisager soit sous l'angle de l'efficacité, soit sous l'angle statistique. Ramener deux « shiteux » et une prostituée constitue un résultat satisfaisant: trois affaires constatées, trois affaires résolues, 100 % de taux d'élucidation.

a entraîné la multiplication par cinq du nombre de véhicules brûlés. Les bonnes statistiques et les « opérations coup de poing » ont pour but, peu honorable, de tromper nos concitoyens sur la réalité de l'action policière et sur l'état réel des problèmes de délinquance ⁽¹⁾. C'est clairement leur manquer de respect. Mais ils ne sont pas dupes pour autant, constatant bien l'écart entre les discours, la mise en scène policière et la réalité. Les autorités ne sont plus considérées comme crédibles, cela génère de la suspicion, laquelle alimente à son tour le sentiment d'insécurité.

Or une autre police est possible : lorsque l'optique est de placer le citoyen au cœur du dispositif policier, de travailler pour lui, le respect s'installe et certaines vérités peuvent être dites des deux côtés. Il est vrai qu'à force de faire le grand écart, d'un côté en instituant et en cultivant une culture de la peur, de l'autre en tentant de prouver que la police est efficace, on finit par devenir schizophrène et se prendre les pieds dans le tapis.

La sécurité est une affaire sérieuse, qui ne peut plus, et ne doit plus être un enjeu politique au service du pouvoir, et qui ne doit plus être considérée comme une affaire de police uniquement. La sécurité doit devenir une coproduction, elle doit trouver sa place entre « l'angélisme » et le tout-répressif. Sortir la sécurité de la seule logique policière est une démarche importante car cela change totalement la philosophie de l'action et donne de nouveaux leviers pour se battre contre les problèmes d'insécurité. C'est une approche presque médicale : on fait de la prévention, on cherche les origines de la maladie, on prend des mesures prophylactiques, on consulte, on fait un diagnostic et enfin on applique un traitement avec un spectre le plus large possible. En somme, il faut arrêter de regarder l'arbre pour voir la forêt... Régler sérieu-

La sécurité est une affaire sérieuse, qui ne peut plus, et ne doit plus être un enjeu politique au service du pouvoir, et qui ne doit plus être considérée comme une affaire de police uniquement. La sécurité doit devenir une coproduction, elle doit trouver sa place entre « l'angélisme » et le tout-répressif.

(1) Voir sur ce point les deux articles de l'association Pénombre, *Hommes & Libertés* n° 150, « Sécuritaire : ces outils qui vous veulent du bien... », p.48-50.

sement les défis de la sécurité, c'est aussi accepter le postulat qu'il faut du temps, un temps qui n'est pas forcément compatible avec celui des politiques.

Une nouvelle méthodologie d'action

Agression dans le métro : on crée une brigade du métro. Agression dans le bus : on crée une brigade des bus. Agression des personnes âgées, on crée une brigade des personnes âgées. Etc. Le tout, bien sûr, pris sur les effectifs existants. Si l'émotion est forte, on fait voter une loi même si elle existe déjà ; ce n'est pas grave, il n'y aura pas de décret d'application, elle restera lettre morte... L'effet d'annonce remplace la réflexion, le bon peuple crédule est content : « On a fait quelque chose. » Cette façon de faire révèle un vrai mépris des citoyens. Cette certitude de pouvoir les tromper, par le recours à des artifices, est honteuse et contre-productive. Cela conduit naturellement à se demander si la police est au service du pouvoir ou au service du citoyen. La réponse est claire. Elle a conduit naturellement à ce que se crée, à la fin des années 1990, la police de proximité.

Le postulat « La police est au service des citoyens » induit naturellement une autre forme de police, une organisation différente, des missions nouvelles, une évaluation de l'action policière à l'aide de nouveaux paramètres. La « Bible » de la police de proximité était simple :

- une police au service du citoyen ;
- un fonctionnaire ou une équipe sur un territoire déterminé, toujours le même ;
- une « appropriation » des fonctionnaires par la population ;
- les proximiens « intouchables », qui ne peuvent être distraits de leur mission ;
- un policier de « plein exercice », qui remplit toutes les missions sur son territoire, alliant prévention et répression.

Ces principes permettent une prévention efficace et une répression intelligente, ciblée. Ensuite, il suffit de cultiver la proximité par les moyens appropriés, carte de visite et numéro de portable pour chaque secteur, poste mobile de sécurité, etc. La police n'est plus là pour satisfaire le pouvoir, lequel « vend » l'action policière et vante ses mérites au moyen de statistiques conçues pour cela. Elle a la tâche, bien plus difficile, de se confronter au « taux de satisfaction » de la population par rapport à l'action policière, et de mesurer son sentiment de sécurité. L'exercice annuel des préfets qui consiste, en s'appuyant sur des chiffres abscons, à expliquer publiquement que tout va mieux et que les citoyens peuvent dormir en paix – alors qu'ils ressentent souvent l'inverse –, est totalement improductif. C'est une stratégie qui entame encore un peu plus leur confiance envers les autorités.

L'expérience dans le quartier du Mirail

A Toulouse, quelques mois après la mise en place de la police de proximité dans le quartier du Mirail, nous avons fait un sondage. Les réponses étaient simples, peut-être insatisfaisantes pour les cow-boys... On dort mieux, les voitures brûlent moins, un magasin a ouvert, les médecins reviennent faire des visites. On note également qu'il n'y a plus de contrôles incessants au faciès, plus de courses poursuites si dangereuses, derrière des jeunes à cyclomoteurs et sans casques : les policiers connaissent les auteurs, ils vont les chercher « à froid ». La tension baisse, la loi s'applique normalement, avec plus de justice et d'harmonie. Les habitants nous disaient ainsi qu'ils reprenaient confiance. Qu'ils vivaient mieux. Aujourd'hui encore, dans ce quartier, les habitants parlent avec nostalgie de la police de proximité. Et regrettent amèrement sa disparition. ●